

SHORT NEWS

Liwinger-Stadion wird weggespart

Die Griechen sind an allem Schuld. Jetzt tragen sie indirekt auch noch dazu bei, dass das in einer Joint Venture mit dem Unternehmer Flavio Becca angedachte Fußballstadion, das in Liwingen entstehen sollte, nicht gebaut wird. Was Finanzminister Frieden am vergangenen Freitag nur angedeutet hatte, wurde anlässlich der Rede zur Lage der Nation des Premiers Gewissheit: Der Staat hat schlichtweg kein Geld für die Infrastrukturkosten, die für das kombinierte Outlet-, Geschäfts- und Sportszentrum veranschlagt wurden. Damit erspart sich die Gemeindeverwaltung in Roeser wohl auch das Geld für ein Referendum, das nach den vergangenen Kommunalwahlen in Aussicht gestellt wurde. Außer der lokalen LSAP waren alle Parteien gegen das Vorhaben. Die Sozialisten verloren glatt ihre Mehrheit im Gemeinderat, konnten aber die CSV - deren Spitzenmann und erklärter Stadionegegner, Robert Weber, nicht mehr in den Gemeinderat gewählt wurde - als Koalitionspartner dazu gewinnen. Dies unter der Auflage, dass in die Zustimmung zum Bau eines Stadions vom Ausgang eines Referendums abhängig gemacht werde. Nur einen Tag vor Junckers Rede verwarf die Liwinger Mehrheit noch eine Motion der DP, von sich aus auf das Vorhaben zu verzichten, mit der Begründung, es sei noch nichts entschieden. Freuen darf sich am Ende der LSAP Vorsitzende Lucien Lux, der zwar die Absage an das Stadion bedauerte, aber zugab, sich eher einen Standort am Rand der Hauptstadt gewünscht zu haben. Junckers Machtwort entlässt ihn jetzt auch aus der parteiinternen Loyalität gegenüber der Roeser Sektion.

Vorzeigearchitektur

Bernardo Fort-Brescia habe durch seine Ausführung des Sitzes der Banque de Luxembourg am Bd. Royal den Weg geebnet für eine hochwertigere Architektur in Luxemburg. So freute sich ein Zuhörer am Schluss der Konferenz, die der Architekt am Dienstag im Konferenzsaal ebendieser Bank gab. Anlass war die Fertigstellung des neuen „Anbaus“, dessen Design ebenfalls aus der Feder des gebürtigen Peruaners stammt. Das markante „Banque de Luxembourg“-Gebäude von 1994 war für den bekannten Architekten der Startschuss zu seiner europäischen Karriere. Neben den Überlegungen, die seinen Entwurf des Zusatzbaus prägten, stellte Fort-Brescia in Rekordzeit eine beachtliche Zahl von Wolkenkratzern vor, die er in aller Welt errichtet hat - beeindruckend nicht nur durch ihre Zahl, sondern auch durch die Waghalsigkeit ihrer Formen. Befragt nach dem Bauen in historischen Städten, betonte der Architekt, seine Skyscraper würden allesamt neben anderen in neuen Entwicklungsgebieten stehen. Allerdings zeichnete sein Büro Arquitectonica auch verantwortlich für das recht banale Bauwerk, dem im Luxemburger Bahnhofsviertel das Kino Marivaux weichen musste - letzteres stand einmal auf dem Inventar der schützenswerten Gebäude und war im Joly-Plan ebenfalls als architektonisch wertvolles Objekt markiert worden (siehe woxx 919).

Copie à revoir

C'est en substance ce que la Commission consultative des droits de l'Homme (CCDH) communique au ministère de l'éducation nationale dans son avis au sujet de la création de la fameuse base de données à caractère personnel des élèves. A l'image du Conseil d'Etat, qui s'était lui aussi exprimé de manière critique, la CCDH invite le ministère à faire disparaître le flou juridique qui règne dans le projet de loi. La commission ne considère pas qu'il s'agit d'une bagatelle : puisque la base de données toucherait à des droits fondamentaux comme la protection de la sphère privée, la CCDH rappelle que « les restrictions aux droits fondamentaux nécessitent une base légale explicite, précise et claire et doivent être motivées par un intérêt public prépondérant ». Toute dérogation portant atteinte à un tel droit serait en effet « d'interprétation stricte ». Bref, la CCDH déploie tout un catalogue de recommandations, allant jusqu'à interpeller le gouvernement pour que le projet de loi spécifie exactement « en quoi le traitement des données personnalisées pourra influencer directement sur une meilleure planification administrative » et en quoi la base de données serait un « instrument indispensable au bon fonctionnement de l'école ».

CITIZEN

APPEL

Refonder l'Europe

Mardi, Jean-Claude Juncker a confirmé son attachement à l'Europe - celle de la « consolidation budgétaire ». Voici un appel pro-européen progressiste, lancé outre-Moselle, qui esquisse des voies alternatives.

Cela ne peut et ne doit pas continuer ainsi. Le projet européen est dans l'impasse. L'Europe traverse une crise existentielle. Même avant la crise, elle était sur de mauvais rails : parce que la construction européenne était basée de façon unilatérale sur la stabilité monétaire et de mauvais critères pour la dette et les déficits, parce que la coordination des politiques économiques était défailante, parce que la dimension sociale a été négligée. La crise a été aggravée par une politique de dérégulation néolibérale et la rapacité sans bornes des élites financières, qui spéculent contre les pays en crise pour imposer une politique conforme à celle que souhaitent les marchés financiers. L'UE ne contribue pas à la solution mais aggrave la crise à travers le modèle néolibéral de subordination à la domination des marchés (financiers).

Au lieu de reconnaître que les causes de la crise sont les mauvaises politiques et la recherche effrénée du profit, on transforme les déficits des Etats en crise des dettes de l'Etat (social) afin de légitimer une politique désastreuse. Les dépenses publiques ainsi que les revenus sociaux ou du travail sont radicalement diminués à la suite d'injonctions européennes, on fait supporter aux salariés, aux chômeurs et aux retraités la charge du sauvetage des banques. Sont mis en œuvre une gouvernance économique et un « pacte budgétaire » imposé par le gouvernement allemand, qui menacent de détruire de façon irréparable la démocratie politique et sociale dans les Etats membres. (...)

Les mesures suivantes doivent être des priorités des politiques économiques. Il faut imposer sévèrement les transactions financières. Ayant causé la crise, les acteurs des marchés financiers doivent être fortement mis à contribution pour financer la sortie de crise. Il faut réguler les marchés financiers et réglementer de façon nouvelle le secteur bancaire. Les pays de la zone euro doivent garantir en commun les emprunts d'Etat et les finances publiques doivent être découplées des marchés de capitaux. La

politique monétaire européenne doit se donner, à côté de la stabilité monétaire, des objectifs en matière de croissance et d'emploi. (...)

Mais ces mesures ne suffiront pas. Un changement de cap suppose des changements fondamentaux. Pour rendre possible sous le même toit européen la coopération entre des économies inégalement productives, il est indispensable que l'UE se développe comme espace de transferts. Ces transferts contribuent à la résorption des déséquilibres au sein la zone euro. Pour cela, il faut des accords sur les droits et les devoirs des Etats contributifs et de ceux qui bénéficient des transferts. Grâce à des aides, il faut ouvrir des perspectives de développement aux Etats très endettés.

(...) L'Europe doit être refondée ! Le processus d'unification a besoin d'une nouvelle idée directrice qui soit identifiante. De plus en plus de personnes mettent l'Europe en relation avec les dettes publiques, la casse sociale et la bureaucratie. Elles refusent sympathie et soutien à l'Europe. Si on veut que l'Europe ait un avenir, il faut rechercher activement le soutien et l'accord des populations. Dans l'espace public européen, les acteurs doivent se mettre d'accord pour faire de l'Europe sociale et démocratique une idée-phare.

Nous plaçons pour un mouvement citoyen et social européen, qui agisse contre la désastreuse politique de crise et pour un changement de cap politique radical. Un premier pas dans ce sens doit être le refus du « Pacte budgétaire » dans sa forme actuelle et la renégociation du cadre des politiques budgétaires. Nous exigeons des responsables politiques, et lançons un appel en ce sens aux syndicats et à la société civile, que la marche de l'Europe vers la catastrophe soit stoppée, grâce à une politique économique plus raisonnable, la justice sociale et la démocratie ! L'Europe a besoin d'un débat public pour un nouvel avenir solidaire et démocratique.

Consulter www.europa-neu-begrunden.de pour voir le texte intégral (dans plusieurs langues) et signer. L'appel a été lancé par des personnalités du monde syndical et académique telles que Frank Bsirske, président de Verdi, et Jürgen Habermas.